

UNE MÉTHODE EN POLITIQUE

Michel Rocard : entretien avec François Furet

François Furet. – Quelles ont été les expériences fondamentales de votre vie politique ? On pense tout de suite au P.S.U., bien sûr. Mais avant ?

Michel Rocard. – La guerre naturellement. Elle a joué pour moi un rôle tout à fait déterminant. Mon père était résistant. Il a été absent un an et demi de France. Nous avions de ses nouvelles par les messages codés de Radio-Londres. Tout enfant que j'étais, je concevais une grande fierté de cet engagement.

[Le socialisme.]

Et puis il y a eu la Libération. J'avais seize ans en 1946, c'est-à-dire que je suis entré dans l'adolescence et dans la vie publique pour regarder une immense espérance se déliter – à cause notamment mais pas seulement de la représentation proportionnelle. Je suis donc arrivé à la vie politique au moment où les choix pertinents, après avoir été en noir et blanc, ne pouvaient plus être qu'en gris. Cela m'a été une leçon centrale. Ensuite il y a eu la guerre d'Algérie, et ce n'est qu'après seulement, en termes de grandes expériences, que le P.S.U., puis la C.F.D.T., m'ont en effet beaucoup marqué.

Mais je dois dire que j'ai adhéré à la S.F.I.O. en 1949, et c'est dans le cadre de cette grande maison déclinante, à la lumière de son comportement devant la guerre d'Algérie, que l'essentiel de mes axes politiques s'est formé. Même au P.S.U. je n'ai plus fait qu'approfondir, continuer, préciser.

Fr. F. – Vous n'avez jamais éprouvé la tentation communiste ?

M. R. – Absolument jamais. Quand, étudiant en deuxième année à l'Institut d'études politiques de Paris, j'ai adhéré aux étudiants socialistes-S.F.I.O., j'ai été presque le seul, parmi tout ce qu'il y avait de politisé dans ma génération, celle des garçons et des filles qui ont eu quinze ans en 1945, à faire ce choix. Les deux tiers de ceux de mes camarades qui se sont engagés à l'époque l'ont fait en direction du monde communiste. De deux façons, l'adhésion directe ou bien le suivisme dans le Mouvement de la Paix, la signature de l'Appel de Stockholm, où figure le nom de mon vieux camarade de Sciences-po, Jacques Chirac. J'étais déjà plus sur mes gardes. Et puis un petit contingent a rejoint ce qu'on appelait le centre d'action de la gauche indépendante, qui allait devenir l'Union de la gauche socialiste, dont m'écartait le refus profond des petites organisations. Mes premiers réflexes furent deux refus, celui du monde communiste et celui du monde des petites organisations.

Fr. F. – Vous venez d'évoquer Jacques Chirac. Vous avez été proche de lui ?

M. R. – Tout à fait. Nous avons été pendant trois ans ensemble à Sciences-po. Il me faisait l'amitié de fréquenter souvent les réunions auxquelles conviaient, de manière ouverte, les étudiants socialistes

Entretien
Michel Rocard
François Furet

de Sciences-po. À l'époque, j'étais également à la faculté de Droit où j'ai rencontré Jean-Marie Le Pen comme président de la corpo de Droit. Il s'en est suivi une dure bataille intellectuelle, physique et judiciaire qui a duré un an et demi. Un an et demi de militantisme syndical qui m'a obligé à réfléchir très tôt sur le problème de la force et de la violence en politique.

Fr. F. – Qu'est-ce qui a pesé pour vous dans ces premiers engagements ? Votre éducation ? Vous venez d'un milieu protestant ?

M. R. – Mon père est un agnostique de famille catholique ; ma mère est la fille d'un instituteur républicain dont toute la famille était baptisée elle aussi. Mais ma mère s'est convertie au protestantisme, si bien que ma sœur et moi-même sommes protestants de par le choix de ma mère, dans un océan familial de cousins germains tous catholiques des deux côtés.

Fr. F. – C'est une chose qui a été importante pour vous ?

M. R. – Très importante. C'est la formation qui m'a le plus marqué. Les leviers de formation culturelle qui subsistaient sous l'occupation n'étaient pas très nombreux. Les Églises ont probablement été alors ce qui restait de plus dense. Le système scolaire ne pouvait pas, sous l'occupant, être très formateur philosophiquement, si je puis dire. J'ai reçu là une empreinte très forte, et prolongée puisque j'ai été moniteur de mouvements de jeunesse, et c'est cela, je crois, qui m'a conduit à l'action publique. C'est cela qui a dicté ma manière de tirer les conséquences de la fureur que je partageais avec ma génération devant les espérances si vite brisées de la Libération, par la manière dont se comportait la génération précédente. Car très rapidement j'ai nourri aussi une colère tenace contre les gens qui viennent à la politique en dilettantes, pour tirer honneur et dignité de leur participation à des conversations de haut niveau au café du Commerce mais en se gardant de tout engagement, en préservant leurs mains propres et leur temps libre. Cette attitude, pour dire les choses comme elles sont, m'a paru très vite à la fois compréhensible mais inefficace. C'est d'ailleurs pourquoi mon engagement a été d'abord encore plus syndical que politique.

Fr. F. – Donc pas de tentation communiste. Pas la moindre tentation gaulliste non plus ?

M. R. – Je vous ai dit comment j'ai vécu la guerre avec la fascination, au travers de mon père, pour l'aventure de la France libre. En 1945, j'étais à quinze ans un gaulliste absolument convaincu. J'ai même accompagné ma mère, un peu plus tard, à un meeting gaulliste conduit par Malraux au Vél' d'hiv'. Mais je me suis rapidement rendu compte intuitivement que le Général n'appréhendait pas bien les préoccupations sociales de la population. Et sur l'autre bord, j'ai dû être un des premiers en 1947, au moment de mon bachot, à lire Kravchenko. Son livre, *J'ai choisi la liberté*, a été pour moi un électrochoc. Il fait encore effet, et je le considère toujours, d'ailleurs, comme un grand livre. Je ne suis pas sûr, en dehors peut-être de Soljénitsyne, qu'il y ait eu beaucoup mieux depuis... Peut-être est-ce ce livre qui m'a définitivement écarté du communisme. Toujours est-il que depuis 1947-1948, je n'ai eu de cesse que de travailler à démentir la formule de Malraux qui m'exaspérait : « Entre les communistes et nous, il n'y a rien. » Entre les communistes et eux, je voulais qu'il y eût autre chose.

Fr. F. – Cela vous donne un profil original en politique. Bien que lié familialement à la Résistance, vous avez échappé aux deux issues politiques de la Résistance, le gaullisme et le communisme. Et le protestantisme, qu'en est-il resté dans votre vie, une foi ou une tradition ?

M. R. – Une tradition.

Fr. F. – Vous êtes agnostique ?

M. R. – Oui. Mais je dois ajouter que tout en étant agnostique, j'ai conservé amitié et fidélité non seulement envers des hommes mais aussi envers une institution, l'Église réformée de France, qui mérite le respect. Son actuel président est un de mes amis, et j'en compte beaucoup parmi ses pasteurs. Je reste

très attaché à une tradition qui a contribué à me donner une liberté de réflexion et m'a appris la rigueur éthique. Dans les grandes incertitudes de la vie politique, c'est un bagage utile.

Fr. F. – Vous avez lu Marx ?

[Marx et le marxisme]

M. R. – Je n'ai pas lu tout Marx, il s'en faut. Mais je crois pouvoir dire que je suis parmi les responsables politiques qui ont eu affaire au courant marxiste et qui ont eu à s'expliquer philosophiquement et politiquement avec lui, un de ceux qui le connaissent le moins mal. J'ai lu Marx, le *Manifeste*, bien sûr, toutes les œuvres dites « journalistiques » et qui sont philosophiquement les plus denses puisqu'elles sont synthétiques, *Le 18-Brumaire*, *Les Luttres de classes en France...*

Fr. F. – *Le Capital* ?

M. R. – Le premier volume du *Capital*. Mais j'ai lu aussi *Les Fondements de la critique de l'économie politique*. Ce livre longtemps occulté qui comporte des pages si étonnantes...

Fr. F. – Mais vous avez eu au travers de toutes ces lectures un rapport profond avec le marxisme ?

M. R. – La culture marxiste a été tellement dévoyée qu'on ne peut plus y faire référence sans se sentir obligé de s'excuser, ou presque, devant l'opinion publique d'avoir eu commerce intellectuel avec ce qui porte la paternité apparente du Goulag, de cinquante millions de morts civils, et d'un système totalitaire et inefficace qui ne nourrit même pas ses gens. Commerce profond ? Relativement oui. J'ai pris, moi, très au sérieux les controverses à l'intérieur du marxisme et du mouvement ouvrier, et notamment celle qui a séparé Bernstein et Kautsky. Quant on était étudiant de Sciences-po avec quelque prétention à rester intelligent et cultivé, l'opposition que nous avions avec nos camarades communistes, nous ne la concevions pas comme limitée à des choix tactiques de court terme. Par conséquent, il fallait bien approfondir et s'expliquer. Nous l'avons fait. Je me souviens d'avoir organisé aux Glénan, à la grande fureur des moniteurs de voile, un séminaire où nous faisions de la voile pendant la journée – ça c'était admis – et où tous les soirs nous réfléchissions à cette vaste confrontation, pas seulement pour nous expliquer avec et sur le marxisme, mais aussi à propos de sa déviation étatique. Notre drame, c'est que Kautsky a gagné tactiquement contre Bernstein alors que Bernstein avait raison. C'est de Kautsky que sont sortis intellectuellement Lénine, Mao Tsé-toung et leurs épigones. Or en deçà de ces batailles on découvre un Marx antiétatique, un Marx antibureaucratique...

Fr. F. – Les deux choses sont dans Marx. On peut en tirer un Marx social-démocrate, on peut en tirer un Marx bolchevique...

M. R. – Oui, sauf que pour constituer le Marx bolchevique, il faut faire le pas décisif que lui n'a pas franchi, c'est-à-dire accepter la médiation de l'appareil de l'État pour accoucher l'histoire. Et cela, on est bien obligé d'admettre que ce n'est pas dans Marx. Ces problèmes peuvent paraître lointains. Ils conservent à mes yeux une réelle importance. Je continue à penser que dans son évolution d'aujourd'hui, le mouvement socialiste international est timoré en ceci qu'il n'est pas capable de produire une lecture critique exigeante de sa propre histoire. Il me semble qu'un vrai mouvement social-démocrate ou socialiste démocratique, maître de son histoire, de son esprit et de sa philosophie exige comme fondement une sérieuse explication avec le marxisme en tant qu'Église et qu'institution.

Fr. F. – Comment regardez-vous rétrospectivement l'expérience du P.S.U. ?

[Le P.S.U.]

M. R. – Comme une étrangeté, comme une suite de contradictions. Les conditions de sa naissance sont déjà étranges. Le P.S.U. naît en avril 1960 ; il naît en fait de l'effondrement de la IV^e République. Au point de départ : la scission au congrès de la S.F.I.O. de septembre 1958. La décision initiale est

Entretien
Michel Rocard
François Furet

d'Alain Savary, c'est lui qui a rompu le premier, tout seul ; le lendemain, il a été suivi par une quinzaine de parlementaires dont Édouard Depreux et probablement une dizaine de milliers de membres du parti. Pour des raisons administratives, je n'étais pas physiquement au Congrès (j'avais été envoyé en Algérie dix jours avant). Mais j'étais le secrétaire politique chargé de tenir le fichier de la minorité, sous l'autorité éminente d'Édouard Depreux. J'étais donc au cœur du dispositif. La décision de rompre avec la S.F.I.O. a été le fruit à la fois d'une longue impatience et d'une colère momentanée. La longue impatience portait sur le refus par la direction d'une politique d'union de la gauche. La colère sur l'attitude du principal dirigeant du parti. Nous avions, dans la minorité de la S.F.I.O., la perception très forte qu'il n'y aurait rien de faisable en France sans passer par l'Union de la gauche. C'est un point très important. Dès ce moment-là, j'avais clairement dans l'esprit le principe qui serait la base de ma rencontre avec François Mitterrand, et de mon entrée au P.S. en 1974 – en fait de mon retour chez moi. En tant que secrétaire national des étudiants S.F.I.O., j'avais déjà mené une politique en ce sens. Je les avais conduits sur une ligne d'unité d'action avec les étudiants communistes, ligne que je menais par touches successives dans les seuls domaines où l'appareil laissait à l'organisation étudiante une relative autonomie, l'action internationale et l'action syndicale. En 1958, nous n'étions pas du tout pro-communistes, nous étions même très exigeants quant au refus du communisme, mais nous avions tous dans l'esprit qu'il faudrait bien assurer une convergence non seulement avec les électeurs communistes mais avec les forces syndicales communistes pour faire bouger ce pays. Nous avions de plus l'impression que le fait de jouer stratégiquement l'approfondissement de la coupure, comme le faisait Guy Mollet, provoquait l'affaiblissement de nos propres forces. L'intuition sociologique selon laquelle la démocratie est une atmosphère toxique pour le communisme, nous l'avons eue dès ce moment-là et nous l'avons façonnée expérimentalement, en particulier dans le domaine syndical. Vient là-dessus la guerre d'Algérie, l'action de Robert Lacoste. Je passe sur les commentaires que cela pouvait inspirer. Nous étions blessés dans notre dignité d'hommes et de militants. Arrive enfin le voyage de Guy Mollet allant chercher de Gaulle à Colombey, l'ignorance des dangers d'une constitution taillée sur mesure pour un officier qu'on disait maurrassien – on n'était pas encore définitivement sûr que de Gaulle était un grand libéral...

Fr. F. – Vous avez perçu le gaullisme comme un danger pour les libertés, en 1958 ?

M. R. – Oui, mais je me souvenais tout de même que de Gaulle avait restauré la République après la Libération. J'avais d'ailleurs été indisposé par le caractère indécent de certaines des formulations employées par des gens de gauche contre le Général, et même scandalisé par l'hypocrisie de certains clameurs de gens dont le comportement démentait l'inquiétude qu'ils affichaient.

Fr. F. – Comment voyez-vous l'évolution du P.S.U. sous la V^e République ?

M. R. – Le P.S.U. naît donc, d'une scission de la S.F.I.O., en septembre 1958, et de la rencontre, après un an et demi de discussions, de ce morceau scissionné avec l'Union de la gauche socialiste, elle-même résultat de trois fusions successives entre petits groupes et avec les quelques hommes de « Tribune du Communisme ». Le pari est ambigu. Ce qui est mis au pot commun est d'abord la volonté de se battre contre la guerre d'Algérie. C'était la seule chose claire. Au-delà, le projet restait flou, et la recherche de l'attitude la plus adéquate pour réaliser l'Union de la gauche allait être très difficile. J'ai un vieux débat avec mon ami Jean Poperen à cet égard. Il était tellement soucieux d'un retour vers l'Union de la gauche où, jouant les intermédiaires, le P.S.U. faciliterait le dialogue P.C./S.F.I.O., qu'il entendait ne pas encombrer ce dialogue de novations idéologiques qui seraient inacceptables pour le parti communiste. J'appartenais en revanche aux équipes qui, sous l'égide de Gilles Martinet, pensaient que pour semer les germes de l'Union de la gauche, il fallait en créer l'occasion en introduisant des thèmes nouveaux soit

dans l'ordre de la réflexion et de la proposition politique, soit dans celui de l'action militante, politique ou syndicale. D'où tout l'aspect de réflexion économique moderne, de contre-plan. D'où également tout l'aspect relatif à la décentralisation, etc. Ces débats ont été à l'origine du caractère chaotique de la vie du P.S.U., qui s'est ridiculisé par la multiplicité de ses tendances. Le P.S.U. était le creuset où se retrouvaient à l'état pur toutes les traditions de la gauche française, je dis bien toutes. Or cette analyse sociologique élémentaire, nul, ni dedans ni dehors, ne s'est donné la peine de la faire, et cela a bien aggravé les choses. Et, naturellement, la décantation a été difficile. Cette situation s'est clarifiée en 1967 quand je suis devenu secrétaire national, sur la base d'un pari simple qui se ramenait au fond à ceci : le P.S.U., petite organisation, mais laboratoire d'études indépendant au service d'une rénovation de la gauche, avait l'espoir de glisser un maximum de députés à l'occasion des négociations avec les grands partis eu égard à notre apport intellectuel. Mai 68 est venu tout casser, redistribuer complètement les cartes et retarder ce travail de dix ans.

Fr. F. – C'est tout le bilan que vous faites de 68 !

M. R. – Non bien sûr. Mai 68 ne concerne les organisations politiques que de manière presque indirecte. Sur Mai 68, tout a été dit. C'est une explosion antibureaucratique étrange, née dans le monde universitaire mais qui n'a pris toute sa dimension historique qu'en raison du relais pris par le monde ouvrier. Par rapport à ce mouvement, l'essentiel des forces politiques officielles s'est bloqué dans le refus de comprendre ce que les revendications nouvelles changeaient au jeu traditionnel. Au P.S.U., non seulement nous avons essayé de comprendre, non seulement nous nous sommes sentis solidaires de la mise en cause des appareils, mais ayant de nombreux membres engagés dans le mouvement, nous nous sommes efforcés d'assurer l'expression publique de ses objectifs et aussi de peser de tout notre poids pour éviter un déchaînement de violence. J'étais en Mai 68 le secrétaire général de la plus grosse organisation lancée dans le mouvement. Ma lucidité sur le fait que le mouvement n'avait ni vocation ni capacité à s'emparer des leviers de commande du pays a été totale dès l'origine. Dans ce déferlement insensé où personne ne contrôlait plus rien, mon seul souci a été que le mouvement reste non violent : pas de mort. Je crois pouvoir dire qu'une bonne partie des gens potentiellement disponibles pour le choix d'une action violente en France était au P.S.U., en Mai 68 et peu après. Et cela nous l'avons senti. Je savais très bien d'où venait le danger. Fin 68-69, j'ai pu prendre et imposer la décision de faire, en 1969, en avril, un congrès sur la violence dans l'histoire. Toute une population susceptible de créer des versions françaises de la Bande à Baader ou des Brigades rouges s'est retrouvée conduite à faire des séminaires sur la violence dans l'histoire, d'où il est ressorti que la violence ouvrière n'est efficace historiquement que lorsqu'elle est défensive, qu'il n'y a pas d'exemple que la violence ouvrière offensive ne tombe dans la caricature et des résultats négatifs le plus souvent totalitaires. Dans le fait que Mai 68 se soit déroulé sans qu'il y ait de mort, le rôle d'un grand préfet de police a compté beaucoup. Mais je dirais immodestement que le rôle des deux ou trois individus conscients qui se trouvaient au commandement de ce qui pouvait être commandé, c'est-à-dire pas grand-chose, a lui aussi été décisif. Et les choses ne se sont pas arrêtées là. Il y a eu la suite gauchiste. Trotskistes et maoïstes n'ont pas pesé lourd dans Mai 68. Ils n'ont pas réussi à y imposer leur discours. Mais après ! Quelle explosion de la langue de bois ! Nous avons eu une phase de gauchisme folle, intolérable, pendant laquelle le secrétaire général du P.S.U. que j'étais a paré au plus pressé de conseil national en conseil national. Au fond j'ai survécu miraculeusement.

L'entreprise de reconquête intellectuelle de toute cette nébuleuse a été une affaire délicate et décisive. À ce sujet, je voudrais dire simplement ceci : si Mai 68 n'a pas eu pour suite en France le passage à « la violence-accoucheuse-de-l'histoire », comme en Italie ou en Allemagne, ce n'est pas tout à fait par

Entretien
Michel Rocard
François Furet

hasard. En contribuant à créer les conditions intellectuelo-politiques d'un rejet délibéré de la violence à l'italienne ou à l'allemande par ceux ou une partie de ceux qui pouvaient être concernés en France, j'ai le sentiment d'avoir rendu un certain service à mon pays. Le prix en est pour moi une image étrange sur la période : je ne pense pas devoir le regretter. Par ailleurs 1968 a fait apparaître avec cruauté l'absence totale d'enracinement social des appareils officiels de la gauche, à commencer par la S.F.I.O., qui continuait à s'appeler comme cela à l'intérieur de la F.G.D.S., la Fédération de la gauche démocratique et socialiste, créée peu avant, mais qui n'était qu'une superstructure. Dans tous les milieux un peu actifs on n'avait plus que mépris pour ces institutions qui paraissaient condamnées. D'où l'extrême difficulté à faire comprendre que c'était de là pourtant qu'allait venir l'important. J'ai encore le souvenir des huées de la salle lorsque j'ai dit au congrès du P.S.U. qui a suivi de quinze jours le congrès d'Épinay : « Vous savez, il vient de se produire à Épinay quelque chose qui pourrait bien s'avérer tout à fait important. » Personne ne comprenait. C'est la raison pour laquelle je n'ai pu revenir au P.S. avec de nombreux militants qu'en 1974. Ma conviction sur l'incapacité des petites organisations à grandir était faite bien avant.

Fr. F. – L'idée de deuxième gauche conserve un sens pour vous ?

M. R. – La « deuxième gauche » est morte du jour où on l'a appelée de la sorte. Cette dénomination a été une erreur grave, à laquelle j'ai un peu prêté la main d'ailleurs, en parlant des « deux cultures » lors du congrès de Nantes début 1977. Il y a une gauche en France, elle est on ne peut plus diverse dans ses traditions. Parler de « deuxième gauche », c'est fondre dans la mémoire des gens aussi éloignés que René Billières et Jacques Duclos. Ce nom de baptême creusait un fossé là où tout le problème était celui des passerelles et des fusions, ce qui s'est passé d'ailleurs quand tout le monde a compris – la gauche officielle institutionnelle – que face au défi de la protection sociale, face au défi du chômage, face au défi de la création d'emplois, il fallait répondre par une action microsociale au moins autant et sans doute plus que par une intervention exclusivement étatique. Le problème, autrement dit, n'était pas tant un problème de deux cultures qu'un problème de deux époques. Car la foi dans l'intervention de l'État était partagée aussi bien par la social-démocratie, voire une partie de la droite, que par les communistes. La prétendue deuxième gauche est pour ainsi dire intellectuellement au pouvoir. Mais les problèmes d'instruments, les problèmes de faisabilité restent entiers. C'est là qu'est aujourd'hui la nouvelle problématique.

Fr. F. – Venons-en, si vous voulez bien, au bilan de la gestion socialiste du pays. Peut-être pourrions-nous commencer par la politique économique, qui est votre domaine par excellence.

[1981 et le Programme commun.]

M. R. – Les choses commencent assez mal, pour des raisons qui viennent de loin et qui tiennent à la conception de l'économie qui était inscrite dans le Programme commun. 1972 : la volonté de Waldeck Rochet a abouti au processus de signature du Programme commun. Comment est née cette thématique de l'Union de la gauche jusque-là refusée obstinément, non seulement par la S.F.I.O. mais par les structures syndicales sur lesquelles elle s'appuyait ? Ce n'est pas une production des structures politiques, c'est une production de l'électorat français dans le refus manifeste qu'il a opposé au « Cartel des non ». À partir de ces élections de 1962, le bureau politique du P.C.F. l'a compris, et en même temps que lui deux personnes : François Mitterrand et Raymond Barillon. Ce dernier, à longueur de colonnes dans *Le Monde*, va habituer la France à la culture politique qui va en découler, celle de la discipline républicaine devenue l'Union de la gauche. C'est dans ces conditions que Waldeck Rochet a lancé le Manifeste de Champigny ; c'est pour saisir cette occasion que, tout de suite, lors de la conquête de la S.F.I.O. par les nouveaux arrivants, et notamment François Mitterrand, il y eut une réponse positive à une référence à l'Union de la

gauche. Les négociations se sont faites très vite dans cet esprit. Mon analyse de la situation est que l'importance du sacrifice idéologique consenti par le P.S. au P.C. en 1972, dans la manière de penser, et notamment de penser l'économique et le monétaire, a été déterminante, et j'ajoute en grande partie inutile. Nous connaissons suffisamment le P.C. pour savoir qu'à partir du moment où sa détermination tactique était de parvenir à l'Union de la gauche, il était prêt à signer beaucoup de choses, avec l'arrière-pensée qu'il ne ferait qu'une bouchée de ces médiocres sociaux-démocrates incapables de discipline, de cohésion et même, aux yeux du P.C., de dévouement à leur propre cause. Une résistance idéologique plus forte était donc parfaitement possible. À partir de là presque tout était joué. Nous sommes en présence d'une pensée redistributrice mais elle n'est pas accompagnée d'une pensée aussi élaborée sur l'art et la manière de produire ; une pensée centrée presque exclusivement sur l'appareil de l'État comme instrument de réalisation des espérances socialistes, l'illusion de trésors cachés partout, dans le budget de l'État, dans la fortune des patrons, et, par-dessus tout, l'absence dans toute cette affaire de l'entreprise. D'où le terrible handicap de la gauche vis-à-vis du pouvoir avec un tel bagage. Les cent dix propositions du candidat François Mitterrand seront heureusement, huit ans après, moins excessives dans bien des domaines, mais elles ne pouvaient pas ne pas en porter la trace.

Fr. F. – C'est ce que vous avez essayé de faire entendre au congrès de Metz ? Il faut avouer que votre stratégie n'a pas paru facile à comprendre à ce moment-là. Pourquoi ce serment, pourquoi n'avoir pas été jusqu'au bout de votre candidature ?

M. R. – J'ai pris en effet le risque, à Metz, de contester l'orientation en disant : « Ce n'est pas sérieux, vous promettez trop. Quelles sont les données de la situation ? Nous allons aux élections avec une bonne chance de les gagner, mais avec un programme largement irréaliste. Dans ces conditions, si le Premier Secrétaire préfère ne pas prendre le risque d'une gestion difficile sans assumer personnellement l'abandon des éléments discutables du programme, je peux être candidat. Si au contraire il décide d'y aller, je le soutiendrai, il n'y aura pas de conflit entre nous. » Au fond, c'était simple. François Mitterrand a finalement décidé d'être candidat, et j'ai tenu parole.

Fr. F. – Nous arrivons donc en 1981. Vous avez eu l'impression dès les premières mesures que les choses se passeraient mal ? Vous savez que Thierry Pfister vous refuse d'avoir plaidé en faveur de la dévaluation auprès de Pierre Mauroy.

M. R. – C'est une erreur. Je suis formel. Il est exact que je n'ai pas été consulté dans le cadre du tout petit groupe de gens qui ont eu à prendre la décision et croyez bien que ce n'est pas de mon fait. J'ai eu cependant l'occasion d'une brève conversation avec Pierre Mauroy, à laquelle il fait écho dans son livre¹. Et je lui ai rappelé toutes les raisons qui plaident à mon sens pour une dévaluation immédiate, puisque nous aurions à la faire très vite. Mauroy était hésitant. Et la dévaluation a été finalement rejetée au nom, paraît-il, de l'idée selon laquelle on ne dévalue pas quand on a des législatives à gagner.

Fr. F. – Quel bilan tirez-vous de votre propre action au ministère du Plan ?

[Le ministère du Plan.]

M. R. – Du Plan et de l'Aménagement du territoire, que je dois à l'amitié de Pierre Mauroy, en plus du seul Plan...

Fr. F. – Vous n'aviez pas de prise sur la politique générale ?

M. R. – Le ministère du Plan est un ministère qui a peu de services, pas de crédits, ni de contreseing obligatoire pour quoi que ce soit. Je passe sur les traverses que j'ai rencontrées... En bref, ces deux

1. Pierre Mauroy, *À gauche*, p. 19.

Entretien
Michel Rocard
François Furet

années au Plan n'ont pas été les plus faciles de ma vie. On prenait des risques économiques excessifs, le socialisme se compromettait dans l'échec, je n'y pouvais rien et tout le monde croyait en plus que j'étais d'accord parce que je me voulais solidaire.

Je suis juste parvenu, au milieu de cette mauvaise passe, à sauver un noyau important du Plan : les programmes prioritaires d'exécution. Mais les Finances et la direction du Budget ont déjà réussi à remettre cette idée en cause. La seule chose qui tienne de ce que j'ai fait à ce moment-là, ce sont les contrats de Plan entre État et Régions qui représentent, eux, une révolution culturelle tout à fait significative. Pour la première fois dans le droit et dans la façon de vivre de ce pays, et jointe à la décentralisation, cette procédure permet l'association de l'intérêt public dans sa vision régionale et dans sa vision nationale. Toutes les régions, dont près de la moitié étaient tenues par l'opposition, ont signé de tels contrats. L'idée est passée aisément. Elle va être l'outil d'un changement culturel profond, si elle parvient à tenir, disons, sur cinq plans, sur vingt ans, après cinq siècles de centralisation. Une décision récente du Tribunal administratif de Strasbourg vient d'ailleurs de souligner la valeur légale de ces contrats, ce qui les consolide. J'en suis pour ma part très fier.

Fr. F. – J'imagine qu'à partir du tournant de 1983 vous vous sentez beaucoup plus d'accord avec ce qui a été fait ?

M. R. – C'est dès juin 1982 qu'a eu lieu le tournant avec le programme d'accompagnement de la deuxième dévaluation. Il a été ensuite confirmé et approfondi en mars 1983. Malheureusement, le gain qu'on pouvait espérer dans l'opinion publique à la suite de ce retour au sérieux a été annulé par le discours selon lequel c'était en fait la même politique que l'on poursuivait, au lieu d'expliquer qu'on avait mal analysé la situation comme avaient su le faire les sociaux-démocrates suédois en 1931, grâce à quoi ils sont restés quarante-quatre ans au pouvoir.

Fr. F. – Mais vous conservez des réserves, sur le fond, par rapport à la politique menée depuis 1982 et surtout 1983 ?

M. R. – Cette politique a été un succès. Il se mesure au fait qu'on n'a pas été obligé de redévaluer le franc depuis 1983. Et je crois qu'une monnaie forte est un bon accompagnement d'une économie saine. Le retour à l'équilibre de la balance des paiements, en deux ans, après l'accident de 1982 est lui aussi un résultat considérable. Et enfin, pour un pays aussi accoutumé à une inflation rapide, le fait d'avoir fait passer le taux annuel au voisinage de 5 % est évidemment aussi un résultat important.

Tout cela nous a coûté beaucoup en chômage et en ralentissement de la croissance. Je reste persuadé que, dans la même sécurité pour le maintien des grands équilibres financiers internes et externes, il était possible de se permettre contre le chômage une attaque à la marge un peu plus forte. Je continue de penser qu'en matière d'économie d'énergie nous pouvions faire beaucoup plus que nous n'avons fait. De la même façon, on aurait probablement pu prévoir une assiette de nos cotisations sociales un peu moins dissuasive pour l'emploi. Mais il ne s'agit là, il faut bien le savoir, que de marges d'action très limitées.

Ce succès a pourtant un aspect politique et culturel. C'est l'apprentissage de la gestion par la gauche. Le point d'orgue de ce mouvement a été le congrès de Toulouse où, pour la première fois depuis quatre-vingts ans, le parti socialiste, au lieu de se prémunir contre les difficultés du pouvoir en continuant de tenir par-devers lui un discours impossible et gauchiste, met ses paroles en accord avec ses actes. Nous aurons peut-être dans l'avenir des remontées d'huile étatiques, rêveuses et redistributrices. Mais appuyés sur un texte de congrès extrêmement clair et ferme, y compris les vingt-deux amendements que j'ai obtenu d'y faire passer, nous aurons une base de résistance solide au retour en arrière. Je suis heureux

d'avoir contribué à cette petite révolution culturelle. Car si mes amis et moi n'avions pas été là, même minoritaires, je ne suis pas sûr qu'on aurait aussi vigoureusement résisté à la tentation de la facilité. En tout cas le congrès a été unanime et c'est l'essentiel.

Fr. F. – Dans la gestion socialiste depuis 1981, qu'est-ce que vous retenir comme points positifs ?
[*Bilan.*]

M. R. – La décentralisation n'a pas été faite tout à fait comme je l'aurais souhaité mais c'était le salutaire coup de pied dans la fourmilière ; c'était l'introduction d'un déséquilibre initial dans un système par trop établi. Il faudra des corrections, mais au moins en a-t-on fini avec l'État-alibi, couvrant l'inertie de certains notables locaux. D'ici à quinze ans cela devrait avoir transformé le pays profondément. C'est essentiel.

Deuxième élément : les lois Auroux, c'est-à-dire la création de conditions de confrontation et de dialogue dans l'entreprise. Les patrons des grandes et moyennes entreprises les plus conscients considèrent aujourd'hui qu'il ne faut pas revenir en arrière sur ce point. C'est plutôt le signe d'un succès.

Troisième élément, tout le chapitre judiciaire et juridictionnel. L'œuvre de Robert Badinter est immense ; la France était parmi les pays de l'O.C.D.E. seule avec la Turquie à garder la peine de mort ; cette relation, je pense, méritait d'être coupée. Mais Robert Badinter est allé beaucoup plus loin, il a réalisé une mise à jour de notre appareil judiciaire tout à fait considérable, dans tous les domaines. Il y a là un acquis qui, je pense, sera respecté. Et je ne désespère même pas que se traduisent prochainement dans notre droit les idées modernes qui inspirent son projet de Code pénal.

Quatrième élément, la politique étrangère et notamment la politique européenne. Je crois pouvoir dire que depuis cinq ans, la présidence française a été la plus innovante et la plus inventive pour désengluier l'Europe et la sortir de ses crises qui tendent à devenir permanentes. Autre aspect essentiel dans la politique étrangère, la politique de sécurité. Elle a d'abord consisté à faire comprendre à nos forces armées et à l'opinion publique française qu'avec la gauche la sécurité de la France était en de bonnes mains. Elle a ensuite consisté à donner les mêmes assurances à nos partenaires et alliés. La démonstration en a été apportée, je crois. Le discours sur les Pershing devant le Parlement de la République fédérale d'Allemagne est un discours qui marque le mandat. Contre la vue erronée qui consiste à interpréter la dissuasion en termes de garantie de notre neutralité, c'était marquer pour la première fois l'implication de la France dans les problèmes de la sécurité européenne.

Je crois également que sur un problème aussi grave que l'immigration, des choses difficiles mais nécessaires ont été faites. Au total donc, il reste largement de quoi être fier d'être socialiste, même si le bilan comporte des éléments négatifs. L'échec principal se situe dans les contacts avec l'opinion. Nous sommes dans une situation électorale dangereuse parce que nous ne sommes pas parvenus à surmonter la méfiance qui s'est installée à partir de la fin de la première année.

Fr. F. – Le paradoxe est que vous, socialistes, pris dans l'ensemble, étiez très populaires quand vous étiez plutôt mauvais, et que vous êtes très impopulaires quand vous êtes plutôt bons. Comment expliquez-vous ce phénomène ?

M. R. – Je l'explique par le fait que la popularité est une affaire de confiance plutôt qu'une affaire de jugement sur des indices ou des taux. La confiance s'est cassée en dix-huit mois, tout simplement, et elle s'est cassée sur les discours plutôt que sur les actes, à mon sens.

Entretien
Michel Rocard
François Furet

Fr. F. – Mais c'est au ministère de l'Agriculture que s'est passé le gros de votre action politique. Pourquoi est-ce qu'on vous a mis là ?

M. R. – Je ne sais pas... Mais je m'en suis réjoui.

Fr. F. – On ne vous a pas proposé l'Éducation nationale ?

M. R. – L'Éducation nationale m'a été proposée par Laurent Fabius, lorsqu'il a pris la succession de Pierre Mauroy alors que j'étais déjà ministre de l'Agriculture depuis quinze mois.

Fr. F. – Pourquoi l'avoir refusée ? Le problème vous faisait peur ?

M. R. – Je ne connais pas de personne sensée, en France, qui pourrait avoir à assumer la responsabilité de l'Éducation nationale sans en avoir « peur » comme vous dites, ce qui n'est pas un empêchement à l'action ! Mais mes raisons étaient tout à fait différentes. Le problème de l'enseignement privé était au sommet de sa gravité, et pas encore résolu. Le retrait de la loi, annoncé quarante-huit heures auparavant par le président de la République, donnait l'impression que la gauche était prête à une très grande concession de nature à rétablir la paix civile mais qui ne réglerait pas le problème. Le dossier était sur le bureau du président de la République. Ma conviction était que pour traiter ce dossier-là, mais aussi l'ensemble du dossier de l'enseignement public, il fallait un homme qui ait une capacité de relation, de compréhension et d'écoute avec le chef de l'État que, pour des raisons historiques, je n'avais pas, bien que les affaires agricoles aient largement contribué à améliorer ces relations. Je le dis avec sérénité. Et je tenais d'autre part à aller au bout de quelques-unes des actions que j'avais entreprises à l'Agriculture.

Fr. F. – Dans quel esprit avez-vous abordé vos nouvelles fonctions, à l'Agriculture ?

[*L'Agriculture.*]

M. R. – J'ai reçu la responsabilité de l'Agriculture avec la mission explicite, de la part du président de la République, de réconcilier l'État avec la profession et de payer le prix qu'il y faudrait. Mon prédécesseur, Mme Cresson, avait conduit avec beaucoup de courage et de ténacité la politique officiellement recommandée par le parti socialiste. Ses rapports avec le monde agricole, et d'abord avec sa plus puissante organisation, la F.N.S.E.A., s'étaient à ce point dégradés qu'elle avait demandé elle-même à en être déchargée. Car il faut savoir que la profession la plus syndiquée de France n'est pas ouvrière, ni même enseignante, mais agricole. Les paysans qu'on dit individualistes témoignent d'une admirable capacité d'organisation. 70 % d'entre eux sont syndiqués, et 70 % le sont à la même organisation. L'agriculture est d'autre part un secteur hyper-administré depuis toujours. Il n'y a pas une décision importante qui se prenne sans concertation avec la profession, pour cette simple raison que la mise en œuvre en est ensuite faite en commun avec elle. Ainsi lorsque les ponts sont rompus avec les forces syndicales, le travail ministériel se trouve paralysé. C'est cette situation que j'avais à remonter.

Contrairement à ce que beaucoup de gens pensaient, je n'étais pas complètement dépourvu de préparation pour cette tâche. Nous avions au P.S.U. un petit secteur agricole, très actif, dont je m'étais occupé directement, et j'avais des relations étroites avec le monde syndical depuis dix ans. Cette expérience m'avait fait considérer comme déraisonnable l'essentiel des propositions agricoles très administratives du parti socialiste. Pour me limiter à un seul exemple, je rappellerai simplement que le projet socialiste d'Offices par produits était totalement incompatible avec le traité de Rome ! Je suis arrivé au ministère convaincu, avec une parfaite tranquillité d'esprit, que ce qu'il fallait faire n'était absolument pas ce que préoyaient les doctrines du parti. Je m'en suis d'ailleurs expliqué avec la commission nationale agricole du parti dans des conditions parfaitement loyales mais très conflictuelles. J'ai dû régler son compte à la pensée étatiste et marxisante mal digérée qui avait produit un programme totalement irréaliste et j'ai annoncé que je ferais dorénavant autre chose.

Alors faire quoi ? Je rappelle la situation affreuse du secteur agricole que je trouvais. Le revenu paysan avait augmenté, depuis la Libération, à peu près aussi vite que le revenu des autres Français jusqu'en 1973. Et puis, à partir de cette année-là, avec l'accélération de l'inflation, le revenu agricole décroche. De 1973 à 1980, il a perdu 20 % en francs constants. Son écart avec le revenu de la ville va se creuser de près de 40 % pour nous conduire à la situation où nous sommes présentement, où le revenu moyen agricole est à peine égal au S.M.I.C. Or c'est une moyenne qui intègre évidemment les revenus des propriétaires des grands crus bordelais ou des gros céréaliers de la Beauce. Cela donne une idée de ce que sont les revenus des autres...

Fr. F. – Vous avez pris, manifestement, un intérêt exceptionnel à cette tâche.

M. R. – En effet. Pour commencer, tout le monde croit que l'agriculture est une vieillerie, un héritage archaïque qu'il faut bien maintenir pour des motifs écologiques. Or je vois moi au contraire dans l'agriculture une activité tout à fait porteuse d'avenir. Si l'Asie est en train de sortir du sous-développement agricole, le reste du tiers monde, et tout d'abord l'Afrique, ne semble pas devoir atteindre l'autosuffisance alimentaire avant 2010. Le tiers monde est aujourd'hui importateur net de soixante millions de tonnes de céréales ; le chiffre pourrait atteindre deux cents millions de tonnes, autour de l'an 2000. Il y a là des marchés immenses pour les pays hautement producteurs. Mais d'autre part, tout donne à penser que l'agriculture va être de plus en plus productrice de matières premières à usage industriel, non alimentaire. On connaît l'exemple des carburants tirés du blé, du maïs ou du sucre. Mais à côté de cela, il y a les biotechnologies, dont 50 % touchent d'une manière ou d'une autre à l'agriculture. Il y a là un potentiel considérable dont le développement ne fait que commencer.

En second lieu, quel ministère passionnant ! L'agriculture, pour des raisons historiques, est un monde en soi. Sait-on ainsi que le ministre de l'Agriculture est son propre ministre de l'Industrie ? Il a autorité sur ce qui marche le mieux dans l'industrie française, le secteur agro-alimentaire, maintenant le premier de France avant le bâtiment. C'est un secteur en plein essor et puissamment exportateur. Il est son propre ministre du Travail. Grâce aux tribunaux paritaires des baux ruraux, il est même un peu le tuteur de quelques éléments de Justice. Il est son propre ministre de la Sécurité sociale. Il est son propre ministre de l'Enseignement, puisqu'il a seul la tutelle sur l'enseignement agricole – c'est ce qui fait qu'au titre des relations avec l'enseignement agricole privé j'ai eu ma part de ce lourd problème. Enfin, quand on se trouve en charge de la seconde agriculture exportatrice du monde, derrière, loin derrière les États-Unis, on a forcément un regard international aigu. J'ai obtenu de mes deux collègues successifs, Claude Cheysson et Roland Dumas, de faire un peu de neuf en ce qui concerne nos négociations commerciales à l'extérieur, traditionnellement menées par les Finances et les Affaires étrangères. J'ai fait valoir la spécificité de l'expertise agricole. Si bien que je suis devenu aussi ministre des Relations agricoles extérieures. Il y a d'ailleurs un club mondial et d'abord européen des ministres de l'Agriculture, où l'on se connaît, où l'on se lie d'amitié. C'est vous dire le caractère fascinant de cette fonction, avec ses implications et ses débouchés, le tiers monde, la faim dans le monde, la coopération, les règles des échanges.

J'ajoute une dernière raison, qui est peut-être la plus forte. C'est que sur notre vieille terre européenne menacée de déclin, rigidifiée par la recherche de sécurité tous azimuts et les revendications catégorielles, le monde agricole est un monde d'hommes et de femmes debout. Un monde où l'on est sous la pression du risque, le risque économique et le risque météorologique. Mais un monde dont la dureté donne aux gens une chaleur, une authenticité dont on n'a pas idée.

Fr. F. – En bon socialiste, vous étiez parti vers le monde ouvrier. Le hasard de la carrière vous a fait découvrir l'enchantement paysan !

Entretien
Michel Rocard
François Furet

M. R. – L'enchantement ? Il n'y a pas de métier plus dur, il n'y a pas de métier plus mal payé, il n'y a pas d'interlocuteurs plus tenaces. Il y a une désespérance agricole. Mais il y a aussi un amour du métier paysan dans sa dignité qui est source d'une incomparable authenticité. Elle fait le prix du métier de ministre, même si c'est le plus harcelant d'entre les ministères. Je n'ai jamais autant travaillé de ma vie.

Fr. F. – Vous avez été bien reçu par le monde paysan ?

M. R. – J'ai été incontestablement bien reçu, pour plusieurs raisons. On m'y connaissait assez bien, je vous l'ai déjà dit ; on m'y savait pas trop dogmatique, prêt au dialogue, capable le cas échéant de comprendre un dossier ; on m'y savait modernisateur. François Guillaume se souvenait fort bien qu'il y a vingt-deux ou vingt-trois ans de cela, j'étais allé en Lorraine diriger, sous sa présidence, un séminaire sur la planification pour le C.N.J.A. J'ai donc été accueilli mieux que courtoisement, bien qu'avec précaution et, disons, vigilance critique. Mes relations ont été immédiatement très bonnes avec la grande galaxie de la C.N.M.C.C.A., c'est-à-dire la Confédération nationale du crédit, de la coopération et de la mutualité agricoles. De même avec la plupart des grandes fédérations professionnelles, d'abord la plus puissante et la mieux animée, celle des producteurs de blé. De même encore avec les chambres d'agriculture.

Fr. F. – Et avec la F.N.S.E.A. proprement dite ?

M. R. – François Guillaume s'est abusé. Il est parti du principe simple selon lequel le départ de Mme Cresson montrait qu'aucun ministre de l'Agriculture ne saurait résister à un conflit généralisé avec la profession ; que par conséquent le nouveau ministre que j'étais aurais besoin de lui, et que, dans cette situation, il pouvait imposer ses conditions. Il en avait principalement deux : premièrement, sur le plan européen, en aucun cas les quotas laitiers ; deuxièmement, sur le plan intérieur, en aucun cas l'admission des petits syndicats dans les structures représentatives de la profession qui accompagnent l'administration dans son travail.

Je ne m'étendrai pas sur la bataille de la représentativité syndicale qui s'était ouverte avec l'arrivée de Mme Cresson au ministère et sur la manière dont je suis parvenu à faire admettre à François Guillaume que son monopole pouvait être de fait si les scrutins professionnels en décidaient ainsi, mais que, moi ministre, ce ne serait pas un monopole de droit. Je préfère parler de la seconde bataille que j'ai eu à mener, celle des quotas laitiers, parce qu'elle touche à quelques points décisifs – en parlant de points décisifs, je pense à l'édification européenne, à la faim dans le monde, aux relations Nord-Sud, aux relations entre l'Europe et les États-Unis dans l'imbrication entre commerce et stratégie.

J'ai pris mes fonctions au moment où se découvrait dans toute son ampleur la triple crise de la communauté européenne – quasi-paralyse des institutions, blocage budgétaire, croissance fantastique des surplus agricoles. La politique agricole commune a été asphyxiée par son propre succès. Elle avait été adoptée à une époque, en 1962, où l'Europe ne produisait que 65 % de sa consommation alimentaire et devait en importer le tiers. D'où une politique très fortement incitatrice à la production, qui a réussi au-delà des espérances. L'Europe a commencé par être autosuffisante, puis largement excédentaire tant en céréales qu'en lait, les deux produits les plus stratégiques et les plus coûteux par les volumes, les plus coûteux aussi par les formes de soutien choisies. Face à cette dépense qui croissait dans des proportions invraisemblables et non contrôlables, la majorité des gouvernements européens avaient l'idée simple, au nom du libéralisme dont ils se réclament, de cesser de subventionner et de laisser tomber les prix.

Il a donc fallu mener une grande bataille pour éviter, en particulier dans le domaine laitier, que la solution choisie soit celle de la violence économique et sociale, et pour faire triompher le principe d'un interventionnisme intelligent, c'est-à-dire la fixation d'un plafond de production au-delà duquel le prix

ne serait plus garanti. La représentation officielle de la paysannerie française y était radicalement opposée. Plus lucides et plus responsables, les producteurs laitiers y étaient davantage prêts. La négociation se présentait comme extrêmement difficile. Nous ne pouvions arriver à quelque chose de tenable qu'en réduisant la production communautaire 1984 de 5 % par rapport à celle de 1983 – chiffre insupportable pour les quatre cent quarante mille producteurs français. Il faut savoir que depuis 1981 la croissance de la production laitière française était de l'ordre de 4 % alors que celle de nos voisins atteignait 12 et même 14 %. J'ai pu arracher après trois nuits de négociation un accord tenant compte de ces écarts, auquel personne ne croyait, de telle sorte qu'en dépit des critiques de la F.N.S.E.A., les paysans ont compris qu'ils avaient été défendus et bien défendus. Le résultat paraissait tellement hors de portée que le gouvernement, dans le souci d'éviter un blocage, m'avait demandé de ne pas conclure pour laisser ce soin aux ministres des Affaires étrangères ou aux chefs de gouvernement, moins directement soumis à la pression de leurs agriculteurs nationaux. Ma conviction était au contraire que c'est en entrant dans le détail de l'expertise qu'on parviendrait à s'entendre. Si bien que c'est en allant au-delà de mon mandat que je suis arrivé à cet accord qui a beaucoup surpris. Les dix ministres de l'Agriculture ont probablement sauvé la construction européenne à cette occasion. Faute d'accord, ou avec un mauvais accord suscitant partout la colère, avec de possibles dépenses représentant les deux tiers du budget de l'Europe et croissant hors de tout contrôle, auraient été réunies toutes les conditions d'une explosion de la Communauté. Je suis fort immodeste, mais très convaincu. Je ne pense pas que la relance européenne que nous cherchons aujourd'hui eût été possible sans cela. Je dirais d'ailleurs de même que, sans l'accord auquel nous sommes parvenus sur le vin, grâce particulièrement au courage du ministre italien et du ministre hollandais, il n'aurait pas été possible de faire accepter à la France l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal.

En effet nous avons pu aboutir, après une négociation dure et longue, à une solution intelligente qui a permis de diminuer le prix payé pour la distillation, donc à terme à dépenser moins, tout en obtenant une augmentation du prix du vin de table sur le marché, ce qui a rassuré les viticulteurs. Le moyen en était l'obligation de distiller au cas de rendements excessifs, ce qui avait en outre l'avantage de nous prémunir contre un envahissement de vins espagnols.

J'ai eu là, pour ce qui me concerne, une passionnante pratique de la grande négociation.

Fr. F. – Et en dehors de l'Europe, qu'est-ce que vous avez retenu de votre expérience à l'Agriculture ?

M. R. – Un aspect des choses particulièrement décisif que je n'aurais peut-être pas mesuré sans ce passage à l'Agriculture : l'enjeu des rapports avec les États-Unis. Les États-Unis sont les maîtres du monde, mais ne le savent guère et n'ont pas la capacité politique et administrative d'intégrer en une même vision leur stratégie commerciale, leur stratégie diplomatique et militaire. Ils se conduisent sur les marchés agricoles mondiaux en recourant à un protectionnisme absolu là où ils se sentent faibles (le lait et le sucre) et en exigeant un libéralisme tout aussi absolu partout où ils sont les plus forts (notamment le blé). Or ils subventionnent énormément chez eux, six fois autant que la Communauté européenne par tête d'exploitant – en 1983, vingt et un milliards de dollars aux États-Unis pour deux millions d'exploitants, quatorze milliards de dollars dans la Communauté pour huit millions de fermiers. En 1985, environ dix-huit millions de dollars contre seize. Dans ces conditions, le prix intérieur du blé américain ne signifie plus rien. Mais il est devenu le prix mondial, et à ce prix, les agricultures qui produisent moins d'un quintal à l'hectare, c'est-à-dire presque toutes celles du tiers monde, ne sont même plus rentables pour le tiers monde lui-même. D'où une asphyxie du tiers monde que l'on pousse à importer pour survivre. Il y a là une contradiction dramatique avec l'urgence du développement. Nous sommes actuellement engagés

Entretien
Michel Rocard
François Furet

dans de grandes négociations commerciales internationales qui vont durer quatre ou cinq ans et qui vont à coup sûr constituer un terrain décisif pour les prochains gouvernements de la République française. Car l'enjeu est mondial. Il n'y va pas seulement de l'avenir de notre agriculture. Il y va de l'équilibre du monde, de la possibilité que les pays riches laisseront ou non aux pays pauvres de se développer.

Je ne vous parlerai pas de l'intéressante réforme du P.M.U. à laquelle il m'a aussi fallu procéder, ni de la réunification des services extérieurs du ministère de l'Agriculture, opération difficile s'il en fut.

Mais comment ne pas dire la grande fierté que j'ai ressentie, après dix-huit mois de négociations avec plus d'une dizaine de partenaires, à voir les deux lois que j'ai proposées au Parlement, l'une sur l'enseignement agricole public et l'autre sur l'enseignement agricole privé, être successivement votées toutes les deux à l'unanimité par les deux assemblées.

Fr. F. – Venons-en à la situation actuelle. Il y a des élections législatives en mars 1986, et une période incertaine ensuite. Dans quel état d'esprit trouvez-vous le parti socialiste ?

M. R. – Dans un état d'esprit tout à fait compatible avec les responsabilités qui sont les siennes dans la société française aujourd'hui. Il s'est passé dans la vie du parti socialiste un événement considérable, peut-être pas encore évalué à son juste poids, qui est le congrès de Toulouse en novembre 1985. La gauche française et notamment le socialisme français ont depuis le début de ce siècle une relation malaisée avec le pouvoir. Le congrès de Toulouse est le premier, depuis 1905, où le discours écrit du parti socialiste rejoint une pratique de gouvernement. C'est la première fois qu'en temps de présence au pouvoir est produit un document économique, et un document parfaitement compatible, pour l'essentiel, et même pour le détail, avec les contraintes qui s'imposent à la politique du gouvernement. Cet événement culturel commence à faire sentir ses effets cumulatifs dans les psychologies et dans les attitudes. Il est pour moi le garant de ce que le mouvement socialiste saura conduire des campagnes qui tiendront un compte étroit de réalités fort contraignantes et, dans un monde d'économie très ouverte, décisives.

Fr. F. – Autrement dit, vous qui avez toujours été un peu écartelé entre l'opinion publique et le parti socialiste, vous avez une tendance à penser que les deux discours sont plus près aujourd'hui qu'ils n'étaient hier et que cela vous est favorable ?

M. R. – Il est tout à fait évident que j'étais assis entre deux chaises. Mais maintenant qu'elles se sont rapprochées, je me sens très bien assis.

Fr. F. – Quelles vont être les grandes lignes de ce que vous allez proposer à l'opinion dans les années qui viennent ?

M. R. – Nous vivons une période de mutation très spécifique dont il faut commencer par bien cerner les contours. Le monde est ravagé depuis longtemps par la contradiction entre le libéralisme et le collectivisme. À son extrême, c'est la confrontation Est-Ouest. Mais c'est elle que l'on retrouve, en des versions diversement édulcorées, dans la confrontation des grandes coalitions qui s'affrontent devant le suffrage universel dans les démocraties occidentales. Le socialisme reste à cet égard tragiquement associé dans l'opinion au monde communiste, en raison d'une faute idéologique ancienne et très coûteuse qui consiste à croire que la réalisation d'une société plus juste passe par l'administration et le commandement politique et suppose l'État comme agent exclusif.

[La « crise ».]

Or la mutation industrielle qu'on appelle d'ordinaire « crise » est en train d'ébranler radicalement ce vieux dogme. La demande à l'État de subventions, d'allocations ou de protections diverses a crû alors que le ralentissement de la croissance économique impliquait un ralentissement de la croissance des

moyens de l'État. Et l'on en vient d'autre part à redécouvrir l'État sous l'angle des réglementations qui rigidifient, qui compliquent les adaptations, qui interdisent de restructurer avec souplesse, etc. Il s'ensuit une mutation intellectuelle où le socialisme est en train de prendre en charge cette découverte que son projet de société plus équitable, loin d'exiger plus d'administration s'accommoderait plutôt de meilleures règles du jeu, avec moins d'administration. Pour la pensée de gauche, c'est une aventure nouvelle qui commence avec l'idée que son projet de justice, qu'il s'agisse de l'école, de la protection sociale, de la prévention de la délinquance, doit se traduire par des modalités d'application dans lesquelles l'État n'est plus l'agent unique, mais un incitateur, un organisateur du dialogue social, un canalisateur d'initiatives, en même temps que celui qui affecte une partie des ressources communes à la préparation du long terme par rapport au court terme. Là se limitent les fonctions de l'État. C'est un changement fondamental.

Dans le même temps, je m'inquiète de voir que la droite, à partir des mêmes constats, s'est, elle, partiellement radicalisée, paraît avoir oublié tout pragmatisme de gestion jusqu'à perdre de vue, au nom d'un libéralisme purement idéologique, que nous avons besoin de règles, y compris de règles pour le jeu économique. Car c'est au moment où l'État se dessaisit d'un certain nombre de fonctions qu'il devient d'autant plus important de le gérer bien. L'avenir de la France ne sera en bonnes mains que si prend le pouvoir celle des deux coalitions qui a le plus efficacement balayé idéologiquement chez elle. Or je dois constater que la remise en cause des dogmes reçus est beaucoup plus avancée au sein du parti socialiste que dans la coalition conservatrice.

Fr. F. – Autrement dit, l'idée socialiste est inséparable, selon vous, d'un certain dessaisissement de l'État à la fin du xx^e siècle. Pouvez-vous préciser ce que cela veut dire en ce qui concerne les dépenses sociales, par exemple, qui seront un des grands problèmes de tout gouvernement en France dans les années qui viennent ?

[Le socialisme et l'État]

M. R. – Je ne suis pas sûr que la notion de dessaisissement de l'État soit exacte. Le problème est ailleurs et il est plus vital. À travers la mutation que je décris, et qui n'est pas également avancée dans tous les pays d'Europe, le socialisme n'a nullement changé d'objectifs. Il a radicalement changé d'instruments. Il reste un regroupement d'hommes et de femmes qui aspirent et œuvrent à la construction d'une société toujours plus juste. Cette quête repose sur quatre orientations principales, inchangées :

- le refus de toute domination abusive, de l'exploitation de l'homme par l'homme, présentées comme fatales dans la vie, notamment économique ;
- la volonté d'assurer à tous les enfants des chances aussi égales que possible dans leur existence ;
- le refus de l'arbitraire dans la direction de la société. Cela suppose des mécanismes démocratiques et transparents pour tout système de pouvoir, politique ou économique ;
- la volonté de privilégier la négociation sur l'affrontement, dans les conflits sociaux comme internationaux.

Longtemps, le mouvement socialiste international a cru pouvoir réaliser ces objectifs par l'action exclusive de l'État, d'un État maîtrisant l'appareil de production et d'échanges. Suédois, Allemands, puis Espagnols et aujourd'hui Français, les socialistes ont rompu, les uns après les autres, avec cette illusion. Pourquoi ? Parce que plusieurs raisons les y ont conduits.

La première tient à ce que l'appareil de production d'un pays moderne est une chose complexe. Elle ne fonctionne qu'à condition que sur chaque unité pèse la contrainte directe d'être efficace et d'en faire la preuve. L'État y est inapte. Le marché seul peut enregistrer et afficher les résultats. Lorsqu'il n'existe pas, ou quand le marché ne fonctionne pas, l'économie non plus. Mais à l'inverse le marché sans garde-fou porte

Entretien
Michel Rocard
François Furet

à la concentration, conduit aux dominations abusives. Aussi des règles du jeu doivent-elles l'encadrer. Il n'appartient qu'à l'État de les édicter. Son rôle s'arrête ici à cela, mais cela est essentiel.

La deuxième raison est que si l'État a des fonctions spécifiques – et je craindrais que la « vague libérale » ne les occulte ou les fasse oublier – il n'a pas forcément de vertus spécifiques. En d'autres termes, les hommes qui les conduisent peuvent se tromper. Aussi la société doit-elle pouvoir réagir avant d'être engagée dans une impasse. Les contrepoids doivent l'y aider : collectivités territoriales par la décentralisation, entreprises autonomes, notamment par la présence d'un très grand secteur privé...

La troisième raison est la découverte de ce qu'une société meilleure exige non seulement l'accord mais la participation active d'une large majorité de la population. Mieux vaut aller moins vite, attendre moins de la loi ou du règlement, que les voir se heurter à un refus collectif. C'est tout le problème de la protection sociale. Nul ne conteste qu'elle soit salutaire. Mais si la société ne veut plus en acquitter le coût, la protection va régresser. L'État a voulu faire lui-même et faire bien. Mais il en est résulté un lien difficile à établir pour chacun personnellement entre les cotisations qu'il paie et l'importance de la protection pour lui et pour les siens. Alors la perception s'estompe et les gens remettent le système en cause.

La quatrième raison est la plus forte. Le niveau d'équité, d'égalité entre ses membres qu'une société accepte ou recherche peut être atteint beaucoup plus à travers une multiplicité de comportements quotidiens que par l'action administrative. Traitement scolaire des enfants de milieux défavorisés, hiérarchie des salaires, attitude d'exclusion vis-à-vis de certaines minorités, consentement à l'impôt et acceptation de la rapidité de sa progressivité, dans tous ces domaines clés et dans bien d'autres encore, on découvre que le vrai régulateur c'est l'opinion, ou, plus exactement, la masse des attitudes collectives. L'argument d'autorité conduit alors plutôt à la régression, particulièrement dans le secteur de la production dont on a pris conscience, enfin, que la structure est le résultat de tous ces comportements bien plus que leur cause initiale.

C'est tout cela qui a rendu nécessaire et possible la mutation du socialisme quant aux moyens d'action. Dès lors les quatre options fondamentales qui demeurent les siennes restent des références pour l'action administrative. Mais elles ne sont pas que cela. Elles offrent au dialogue social les éléments de son animation. À charge pour les partenaires organisés de négocier, de compromettre – l'État ne faisant que les y inciter –, puisque c'est ce dialogue social qui est désormais le plus puissant levier d'évolution des sociétés démocratiques modernes. Ces options, enfin, toujours présentes dans le discours public, ont une fonction d'incitation à des attitudes, à des comportements, dont les effets seront utiles à tous. Le socialisme, notre socialisme, c'est une conduite démocratique de la société tendant à associer tous ses membres à l'amélioration constante des conditions de vie de chacun.

On le voit bien dans le domaine de la protection sociale.

[Protection sociale.]

Cela veut dire plusieurs choses. La première est qu'il faut inlassablement chercher les issues dans la négociation sociale plutôt que par la voie de la seule décision publique. La dépense sociale est administrée par des régimes de sécurité sociale complétés d'un système de mutuelles. Élus de la sécurité sociale et responsables mutualistes représentent des puissances considérables qui ne peuvent pas ne pas être associées à la détermination.

Deuxième élément : le poste le plus difficile de l'assainissement de nos finances sociales, si l'on veut arriver à les stabiliser, ce sont les retraites. Dès qu'on se penche sur ces problèmes, apparaît immédiatement une question préalable. Pour éviter la croissance de la charge des retraites peut-on préserver un mécanisme de retraite par répartition comme on le fait aujourd'hui, où l'on redistribue les cotisations,

ou bien faut-il aller vers un système par capitalisation où chacun accumule pour sa retraite un capital géré en son nom, et dont il retrouve ensuite les fruits ? Tout est possible, y compris un mélange des deux, ou même une répartition un peu plus personnalisée. Mais ce que je sais, c'est que là encore aucune puissance publique n'aura l'autorité suffisante pour décider seule, par la loi, et qu'il y faudra une très intense négociation sociale.

Je dirais un peu la même chose en matière de dépenses de maladie. On a d'abord un problème économico-administratif dans la gestion des hôpitaux. Tous les experts estiment que des gains de productivité sont encore possibles dans la gestion hospitalière. C'est ainsi notamment que nous pourrions financer de nouvelles activités médicales ou répondre aux problèmes cruciaux que nous allons connaître avec le vieillissement de la population. Il est d'autre part nécessaire que nous ayons, dans ce domaine, les outils d'une planification régionale permettant notamment d'élaborer des contrats de programmes entre les différents partenaires.

Par ailleurs, le recours à l'hospitalisation pour le troisième âge, pour les handicapés permanents est probablement excessif. Je suis sûr, pour avoir commencé à en faire la démonstration dans ma propre commune, qu'une amélioration significative, en qualité et en quantité, mais d'abord en quantité, des services d'aides ménagères et de soins médicaux à domicile permettrait petit à petit d'hospitaliser beaucoup moins et qu'au total la société française s'en trouverait mieux, avec une médecine d'aussi bonne qualité et des coûts diminués sur le long terme, même si à court terme les dépenses commenceraient par augmenter. Ces mesures, pour être vraiment efficaces, demanderaient des réformes en profondeur de l'organisation socio-administrative française pour rapprocher les payeurs et les décideurs. Toutes choses extrêmement difficiles à réaliser, mais à propos desquelles on voit, du moins, dans quelle direction s'engager.

Fr. F. – Prenons le problème de l'enseignement qui me paraît l'un des points les plus faibles de la gestion du pays par la majorité depuis 1981. L'effort de réforme a été particulièrement peu clair. Est-ce que vous êtes prêt à restituer à la société une partie de l'enseignement, par exemple dans l'enseignement supérieur, où c'est le plus facile et le plus évident, en appliquant vraiment la loi d'autonomie des établissements sur le plan financier, de gestion intellectuelle, etc. ? Est-ce que vous pouvez envisager d'étendre cette idée à l'enseignement secondaire, en faisant gérer les établissements secondaires comme des établissements publics avec des conseils d'administration, de professeurs, de parents d'élèves, autrement dit dans un secteur traditionnel où d'ailleurs le rôle de l'État a construit un enseignement fort en France au XIX^e siècle, aujourd'hui en crise et difficile à gérer, et où la structure étatique est très fortement soutenue par l'appareil syndical ? Qu'est-ce que vous êtes prêt à faire ? Jusqu'où peut-on aller dans le dessaisissement de l'État ?

[L'enseignement.]

M. R. – Le secteur de l'enseignement est en effet un secteur clé. Il faut commencer par rappeler deux choses. 1) Si la France a eu historiquement la très grande gloire d'être le premier pays au monde à distribuer une instruction gratuite, laïque et obligatoire à tous ses enfants, nous avons ensuite, sous la IV^e et la V^e République, réalisé l'ouverture de masse du système secondaire et supérieur sans accompagner cette croissance quantitative de l'évolution qualitative qui s'imposait. 2) Sur le plan administratif, l'Éducation nationale française est le second appareil centralisé du monde après l'Armée rouge. Il en résulte une réelle difficulté de gestion rationnelle.

Cela étant, on ne bouleverse pas un ensemble pareil aussi facilement qu'une entreprise car son objet n'est pas la production immédiate, son objet est la diffusion d'une culture et d'un savoir qui ne peut être

Entretien
Michel Rocard
François Furet

assumée qu'avec l'accord de la clientèle, c'est-à-dire des élèves et des étudiants, et le profond engagement de tout le personnel des maîtres.

Fr. F. – C'est-à-dire de la base sociologique de la gauche...

M. R. – Tout à fait. D'où l'importance culturelle d'une gauche qui sache travailler au plus près non seulement des contraintes économiques mais aussi des contraintes administratives ou sociologiques, qui sont ici décisives.

Dans l'état actuel des choses, je crois d'abord qu'il faut accorder un traitement particulier à l'enseignement supérieur, où les problèmes sont maintenant bien cernés et les esprits mieux préparés. Je crois là à la nécessité d'une plus grande compétition ; je crois que l'autonomie des établissements universitaires accroît la qualité de l'enseignement et de la recherche et qu'une responsabilité de gestion est utile, y compris dans l'obtention d'une part de leurs ressources, sous la forme de contrats avec le monde de la production.

Fr. F. – Est-ce que vous êtes prêt, par exemple, pour introduire plus de compétition entre les établissements d'enseignement supérieur, à remettre en cause la notion de diplôme national ? Êtes-vous prêt à vous en prendre au mythe selon lequel tous les diplômes universitaires auraient la même valeur ?

M. R. – Je crois que le mythe est en train de se remettre en cause un peu tout seul. J'ai un accord de principe pour examiner au fond les problèmes ainsi posés. Il va de soi que la méthode politique que j'essaie de décrire est celle qui consiste à convaincre et à associer les parties prenantes aux décisions. Il ne s'agit pas d'imposer. Tout ce que je peux dire, c'est que je poserai des questions fortes et encombrantes aux intéressés. On ne ronronnera pas tranquille dans le conservatisme administratif et culturel à l'Université.

Fr. F. – Et qu'est-ce que vous envisagez pour les autres niveaux ?

M. R. – La crise la plus grave se situe dans le secondaire et spécialement dans les collèges. Ce n'est pas une raison pour minimiser ce qui se passe dans le primaire ou même au niveau des maternelles. La rareté budgétaire et une certaine incompréhension de l'administration des Finances sont en train, dans ce dernier domaine, de ramener nos maternelles – qui ont été longtemps ce qu'il y avait de meilleur en France – sous la coupe restrictive et affadissante de normes moins ambitieuses. Il y a là un danger que je veux signaler pour dire que je le combattrai très fermement.

Dans le primaire, probablement est-ce le problème de la formation des maîtres qui prime. Il soulève une difficulté très sensible qui est celle de l'usage du temps. Admettons que les élèves, et notamment les plus jeunes, ne peuvent pas être soumis au calendrier de la vie active et qu'ils doivent bénéficier de vacances plus longues. Mais n'est-il pas possible d'envisager que les enseignants utilisent une partie du temps ainsi disponible pour leur propre formation ? Je le dis sans fard ; il est vraisemblable que cela fera hurler, mais nous ne sortirons pas de cette situation sans une authentique mobilisation du personnel enseignant, ce qui suppose aussi une revalorisation de sa condition et du respect social qu'il mérite.

Fr. F. – Vous seriez d'accord avec l'idée de décentraliser la gestion des établissements ?

M. R. – Il y a déjà un mouvement très puissant qui s'est amorcé en ce sens. Je le découvre en tant que maire. Vous savez quel est le problème : il est celui des corps, des nominations, des règles pédagogiques...

Fr. F. – Des programmes...

M. R. – Des programmes bien sûr. S'agissant du primaire et du secondaire, avant même d'avoir poussé la réflexion collective et la concertation sur les transformations en profondeur du système, sûrement faut-il commencer par valoriser l'expérimentation pédagogique de manière à recréer des enthousiasmes et encourager les éléments pilotes.

Maintenant je voudrais dire ceci. J'ai trop facilement laissé passer les termes de votre jugement sur la politique menée depuis 1981. Ils me semblent injustes. Rappeler que l'école doit apprendre à lire, à

écrire et à compter n'était pas si sot, je ne suis pas contre ce rappel, pas plus que je ne suis contre l'idée qu'une certaine autorité des enseignants est nécessaire et doit être respectée. La difficulté n'est pas là. La difficulté est dans la nécessité, pour l'appareil éducatif – qu'il s'agisse du primaire ou du secondaire –, d'intégrer cette découverte que l'égalité des chances à la sortie suppose un traitement différentiel de l'inégalité des conditions sociales et culturelles à l'entrée. On ne traite pas de la même façon les enfants dont les parents parlent le français et les enfants dont les parents ne parlent pas le français. Le malaise principal me paraît venir aujourd'hui d'un discours qui laisse croire à l'homogénéité de la population scolaire.

On ne peut enfin traiter la question des contenus, qui se pose en particulier dans le secondaire, abstraction faite du contexte où nous sommes. La France va devoir, pour quelques années encore, faire face à un chômage important, et à un problème d'insertion de communautés distinctes par la langue d'origine, la confession ou même la couleur de la peau. À cet égard, l'école a un rôle important à jouer, tant pour faciliter cette insertion que pour faire bénéficier le pays tout entier des richesses culturelles propres à ces communautés. Dans de telles conditions, je ne suis pas sûr qu'il faille laisser chaque établissement totalement libre dans son coin. Je crois cependant que la machine est beaucoup trop centralisée et qu'il est urgent que ses échelons régionaux et départementaux aient une capacité de souplesse et d'adaptation beaucoup plus grande qu'aujourd'hui.

Fr. F. – Un des domaines dans lesquels la gauche peut avoir une certaine marge d'action c'est la fiscalité. Que pensez-vous de la fiscalité française ? Le problème est extraordinairement complexe et toute réforme en la matière est difficile. Est-ce que vous pensez néanmoins que cela reste un objectif central ?

[Fiscalité.]

M. R. – C'est un objectif tout à fait central mais qui ne peut être qu'un objectif de long terme. Alors entendons-nous. Je porte avec moi une vision du politique dans laquelle, quand on a des conflits d'urgence sur les dossiers qu'on a sur la table, il vaut mieux commencer par le long terme puisque le long terme se fait tous les jours, et que la pratique administrative et politique veut que les choses urgentes finissent toujours par être tranchées. Le long terme c'est le plus urgent.

La réforme fiscale, nous le savons, est un mythe. Tout le monde la souhaite, tout le monde la redoute, et finalement le statu quo l'emporte, parce que au moins avec lui on sait à quoi s'en tenir. Quel est le nœud de la difficulté ? La question de la justice fiscale ne peut pas être abordée sans être immédiatement jointe à deux autres impératifs : la neutralité économique quant au développement du pays, c'est-à-dire la non-paralysie de la production par la fiscalité, et la tolérabilité. Qui dit tolérabilité plaide pour l'impôt indolore ; l'impôt indirect est beaucoup mieux accepté que l'impôt direct. Mais nous sommes engagés dans la Communauté européenne, nous partons, et c'est tout à fait nécessaire, vers une unification de nos systèmes fiscaux. Or, comme la France est déjà le pays le plus chargé en taux de T.V.A., nous aurons l'obligation d'opérer un transfert de la T.V.A. vers l'impôt direct. Ce qui complique énormément, soit dit au passage, l'idée de fiscaliser en partie le système social. Car, c'est l'autre aspect du problème, les cotisations de sécurité sociale sont trop assises sur le salaire, donc trop dissuasives d'emploi, incitent trop au choix de la machine et de l'automatisation contre l'emploi, et nous avons là une difficulté majeure. La solution passe par l'amélioration systématique du traitement de la production dans le système fiscal, et il faut absolument arriver à ce que les entreprises puissent se créer, se développer, produire en quasi-neutralité fiscale pour n'être sanctionnées que sur le résultat global.

On ne peut traiter de la réforme fiscale sans une relation avec l'équilibre financier global. Est-ce que nous sommes dans une situation où la population accepte que les services dont elle a besoin soient des services collectifs, avec pour conséquence que les prélèvements obligatoires continuent d'augmenter ?

Entretien
Michel Rocard
François Furet

Ou bien est-ce que nous sommes maintenant, pour la première fois depuis trois ou quatre siècles, devant un refus radical de voir les prélèvements obligatoires augmenter, et par conséquent de découverte par l'opinion de ce que les services qu'elle exige appellent un financement direct par elle et non par l'impôt ?

Fr. F. – C'est la question...

M. R. – C'est la question, mais elle n'est pas fiscale, loin s'en faut. Quand on la prend à travers l'exemple de la santé, elle devient : va-t-on accepter d'avoir une responsabilité financière personnelle beaucoup plus forte dans la manière dont on se soigne ? Je crois que, dans une certaine mesure, la réponse doit être positive. Il n'y aura d'acceptation par l'opinion du coût de la santé que si l'opinion en ressent la nécessité en proportion de son effort. Mais il faut préserver un système réglementaire qui lutte contre l'exclusion et contre le rationnement par l'argent. Il faut, en revanche, envisager une évolution en matière de financement de bien des services. Je n'y mettrais pourtant pas le service scolaire.

Fr. F. – Vous tenez à conserver le service scolaire complètement aux mains de l'État ?

M. R. – Il s'agit là d'assurer les chances notamment industrielles et technologiques de la France de demain ; il s'agit d'assurer l'insertion de toutes les communautés qui se trouvent sur notre sol. Il est indispensable pour ce faire que l'institution scolaire s'adresse, dans les meilleures conditions possibles, aux populations qui ne pourraient pas accéder à ce service en le rémunérant suffisamment de manière directe. Mais je suis convaincu qu'il est possible de trouver des compensations ailleurs et dans bien d'autres services allant des ordures ménagères aux transports urbains par exemple.

Fr. F. – Fondamentalement, vous pensez que nos sociétés sont arrivées à un seuil de pression fiscale maximum ?

M. R. – C'est plausible. Mais je vous donnerai un exemple municipal pour vous montrer le type de difficulté auquel nous nous heurtons. L'Éducation nationale a mis fin récemment, sous la pression de ses enseignants, au service spontané de garderie des petits à l'école primaire en fin d'après-midi. Nous avons donné le choix à la population entre deux solutions : contre la coopérative bénévole des parents, elle a choisi unanimement la prise en charge municipale, avec l'augmentation de la charge fiscale qui en résulte. Nous sommes devant une société qui demande la prise en charge de ses besoins par la puissance publique et qui renâcle à en assumer la charge financière.

Fr. F. – Comment regardez-vous la communauté intellectuelle de ce pays qui, comme vous le savez, a joué un peu à chien et chat avec la majorité depuis 1981 ? Je vous pose la question parce que vous êtes un des hommes politiques les moins éloignés des intellectuels. Il y a des hommes qui comptent particulièrement pour votre action ou votre réflexion. Et sur quels modes concevez-vous vos rapports avec elle dans l'avenir ?

[Les intellectuels.]

M. R. – Il y a eu en effet une relation très malheureuse entre les socialistes et la communauté intellectuelle française. La faute en incombe pour l'essentiel au politique. J'ai vécu avec malaise le débat sur le prétendu silence des intellectuels. C'était bien le moins qu'ils pouvaient faire, puisqu'ils n'auraient pu parler sans incriminer des maladresses ou des erreurs. Je suis personnellement davantage un homme de terrain qu'un homme de cabinet. Mais je me reconnais des maîtres. Des hommes comme Charles Bettelheim, Raymond Aron, Claude Lévi-Strauss, Fernand Braudel, ou, dans ma discipline, Keynes, François Perroux et Alfred Sauvy, m'ont énormément appris.

Moyennant quoi j'ai des griefs, de sérieux griefs vis-à-vis de la communauté intellectuelle en général et française en particulier. J'en ai un premier qui est en quelque sorte méthodologique. Mon expérience de la vie sociale, associative, productive, mon expérience de maire et de ministre m'ont appris que ce qui se fait d'important passe par un travail en équipe.

Or, au moins en France, la couche intellectuelle, dans le sens le plus exigeant du terme, manifeste un individualisme qui la rend peu capable de s'intégrer dans un style de travail plus collectif. Je n'en dirai pas plus.

Et puis, je déplore d'autre part le goût des membres parmi les plus éminents de la communauté intellectuelle pour une critique prophétique dont malheureusement les hommes d'action et de terrain ne peuvent guère tenir compte. Cela parce que ce message de la communauté intellectuelle sur la société française est rarement exprimé en termes de responsabilité. Je veux dire par là qu'un message de critique sociale a deux catégories de fondements. La première relève d'une grille de valeurs d'ordre éthique, la seconde relève de l'analyse des contraintes que présente la situation : rapports de forces, limites financières, contraintes réglementaires ou juridictionnelles, lourdeurs des traditions ou des habitudes. Faute de tenir un compte exact de ces contraintes, servitudes ou limites qui s'imposent à l'action publique, le message intellectuel de critique et de proposition est nul et non avenu, faute simplement de pouvoir être pris en considération. Or c'est très souvent ce qui se passe avec une partie de l'intelligentsia française, et cela détériore le dialogue.

Fr. F. – Peut-être pourrions-nous aborder la politique étrangère en commençant par l'Europe. Il est de plus en plus clair que l'Europe repose sur le dialogue franco-allemand, avec une Angleterre inexistante. Ce dialogue est en fait inégal, l'Allemagne ayant la supériorité économique, mais restant un infirme militaire et stratégique. Est-ce que vous pensez que ce dialogue sans parité véritable qui constitue l'axe non dit de la politique européenne française peut rester longtemps tenable ?

[L'Europe]

M. R. – Je ne veux pas commencer sans dire que mon engagement dans la vie politique a commencé par le militantisme européen ; c'est là que j'ai rencontré en 1948 et 1949 des amis qui m'ont entraîné vers le socialisme où je me suis découvert chez moi. Je suis resté un Européen tout à fait convaincu. Je ne suis pas sûr que la formule « dialogue franco-allemand » soit la bonne. L'Europe est déjà une communauté où il y a plus de deux pays ; elle dispose de différents moteurs qui ne sont pas les mêmes selon les problèmes en cause.

D'autre part, il faut comprendre les hésitations allemandes. L'avenir de ce pays est-il dans l'alliance privilégiée avec les États-Unis aux dépens d'une insertion croissante dans une Europe affirmant son autonomie, ou au contraire dans la partie active à l'édification d'une Europe intégrée, ou encore dans la recherche prioritaire de la réunification nonobstant les deux autres notions ? Le choix est quasi impossible pour les Allemands, et, pour que cela ne paralyse pas la Communauté, il faut une présence active et dynamique de l'Italie, de la Grande-Bretagne, de la France bien sûr, et de tous les autres, notamment les Pays-Bas.

Enfin, n'oublions pas qu'il y a une très grave prévention des esprits en Europe au sujet de la France et qui est de notre fait. Sans remonter jusqu'à Louis XIV et Napoléon, nous avons fourni à nos voisins, avec Charles de Gaulle, un terrible donneur de leçons. Nous avons gardé de ce dernier un certain nombre de traditions dont une, exécrable, qui est celle d'une arrogance diplomatique et même technique dont nous n'avons pas idée. C'est une des plus importantes découvertes que j'aie faites à Bruxelles.

Fr. F. – Vous allez dans le sens de ma question. Est-ce que, pour faire l'Europe, il ne faut pas une ré-appréciation du rôle de la France et davantage de souci d'équilibre ?

M. R. – L'Europe, en tout cas, aujourd'hui, va mal. À tel point que le piétinement de la Communauté pourrait bien déboucher sur une forme de déliquescence. Il faut remonter à l'origine pour comprendre cette situation. L'Europe s'est faite à l'envers. Depuis quarante-cinq ans on a, dans une fuite généralisée du

Entretien
Michel Rocard
François Furet

politique, cherché à faire l'Europe en mettant en commun des éléments techniques appuyés sur la croyance un peu naïve selon laquelle l'autorité politique allait nécessairement en résulter. La première idée a été de créer un embryon européen tout en prenant les moyens de rendre impossible techniquement une guerre entre la France et l'Allemagne : la Communauté charbon/acier, les industries de guerre gérées en commun. Trente ans après, on s'aperçoit qu'on a mis en commun tout ce qu'il y a de plus archaïque et de plus dépassé dans nos industries, et que ce n'est pas porteur du moindre pouvoir politique. On a ensuite eu l'idée de mettre en commun les techniques de la défense sans mettre en commun la diplomatie, et là le bon sens a répondu que cela n'allait pas. Pour se rattraper, on a immédiatement cherché à mettre en commun l'énergie atomique. On l'a fait, il y a un traité. Mais dès que les pouvoirs politiques dans chacun des pays se sont aperçus que là il y avait enjeu porteur d'avenir, ils ont dévitalisé ce traité, et repris l'aventure nucléaire civile chacun pour soi. Et finalement, pour achever tout cela, on a mis en commun la douane, à l'image du *Zollverein* allemand, car le Marché commun c'est ça et pas grand-chose d'autre : la douane plus une lourde réglementation de la concurrence à l'intérieur. Mais une fois de plus on voit que le pouvoir politique échappe et qu'il reste national. Nous sommes maintenant devant un appareil institutionnel très pesant, très quotidien dans sa fonction, qui, au-delà des règles commerciales, ne gère que trois choses dont une seule est porteuse d'avenir, l'agriculture, plus le charbon, plus l'acier, dans des conditions qui limitent l'autonomie de chacun des États et où, en plus, l'internationalisation des économies fait que le degré de liberté, de contrôle que les États ont sur leur économie nationale, a beaucoup faibli.

La crise et la demande d'État qui l'accompagne donnent encore plus d'acuité aux négociations aux frontières et rend extrêmement difficiles des transferts de souveraineté significatifs parce que parler de transfert de souveraineté c'est plonger dans l'inconnu. Devant cette situation qui laisse l'Europe sans voix, il faut sérieusement se demander si le temps n'est pas venu de poser le problème dans le bon sens, c'est-à-dire en commençant par les transferts de pouvoir politique et donc d'exécutif – puisqu'on a commis une aberration de plus, celle de faire élire au suffrage universel le Parlement européen, mais en l'émasculant de toute activité significative liée d'habitude à la dignité du suffrage universel.

Cependant, je ne crois pas, dans l'univers mental actuel des Européens, que le transfert des attributions exécutives et l'élection de l'exécutif européen au suffrage universel, directement ou indirectement, par le canal du Parlement européen soient possibles. Mais nous sommes dans une période où dans quelques domaines l'acuité des problèmes techniques fait que nous sommes peut-être au bord de seuils irréversibles, des seuils où un pas nouveau en avant, au lieu de faire fuir le politique, l'appellerait inmanquablement. Le premier est monétaire. L'E.C.U., c'est-à-dire l'unité de compte européenne, est maintenant la troisième monnaie de placement d'emprunts longs dans le monde après le dollar et le yen. Nous sommes là, dans les quelques années qui viennent, devant la possibilité de franchir un pas relativement modeste : une monnaie commune. Mais c'est difficile. Il faut confédérer nos banques centrales pour obtenir une gestion par une banque centrale fédérale à la manière américaine. Inévitablement, il y aura à ce propos un appel à une gestion politique.

Deuxième domaine : l'immigration. Si nous voulons supprimer petit à petit nos frontières internes, il faudra bien des frontières communes. Autant nous avons l'exigence de traiter nos problèmes dans le respect des droits de l'homme à l'intérieur de nos communautés, autant cela suppose que l'Europe ne soit pas le refuge de tous ceux qui manquent d'emploi dans le monde et qui sont des millions. Par conséquent, il faut une politique commune, sur ce point il y a une urgence, et une grande demande.

Il en va de même de la fiscalité. Il en va probablement de même de nos systèmes de protection sociale. Mais je dirais surtout qu'au-delà de ces éléments techniques, c'est la capacité de l'Europe à

exister par rapport au monde extérieur qui constitue maintenant le facteur déterminant. Les Européens, depuis 1945, sont des timides. L'Europe, c'est mondialement ce qu'il y a de mieux ; le monde attend l'Europe et elle n'en sait rien... Le combiné de valeurs autour desquelles l'Europe existe est le meilleur. Il est digne d'exportation. Pour ce faire, il faut poser les grands problèmes d'identité et de sécurité.

La grande difficulté actuelle de l'identité européenne est notamment commerciale. Elle tient dans la capacité de l'Europe à tenir sa part collectivement dans les négociations du monde malgré une évidente désapprobation américaine, marquée par une attitude constante qui consiste à empêcher l'Europe d'arrêter des positions communes. On le voit à l'occasion de tous les grands accords internationaux, et c'est l'enjeu des prochaines négociations commerciales internationales. Il y a là, pour l'aventure européenne, quelque chose de décisif, mais en même temps d'enthousiasmant.

Fr. F. – Mais si on prend les choses sous l'angle de la sécurité on retrouve le problème allemand.

[La sécurité européenne et le problème allemand.]

M. R. – Comment se pose le problème ? Au plan stratégique nous sommes dans la pire des situations. La tension Est-Ouest a son principal point d'application en Europe. Il y a cinq ou six fois autant d'armes conventionnelles pointées sur l'Europe du côté soviétique que l'inverse, et si l'équilibre nucléaire stratégique entre les deux Grands est à peu près préservé, il n'en va pas de même de l'équilibre nucléaire tactique au niveau du continent européen. Deux pays en Europe ont une force nucléaire : la Grande-Bretagne – mais dans une relation très étroite avec les États-Unis qui rend problématique son autonomie de décision ; et la France qui possède, elle, sa totale autonomie de décision mais au point d'avoir fait de sa sanctuarisation un quasi-mythe de sa propre neutralité.

L'Italie est sans arme nucléaire et ne possède qu'une faible puissance conventionnelle ; par conséquent, elle a une très nette propension à rester étroitement liée à la garantie américaine. Quant à l'Allemagne, elle est à une croisée des chemins. Elle est prise entre un très évident souci de maintenir les relations les plus étroites avec les États-Unis, et la volonté de ne pas annihiler ses chances d'améliorer de manière constante ses relations avec l'Allemagne de l'Est. Par conséquent, il est sur le plan stratégique des décisions que l'Allemagne ne prendra jamais, d'autant qu'elle hésite sur le point de savoir jusqu'où peut aller la construction européenne. L'Allemagne a très longtemps été et demeure le plus gros payeur de la construction européenne. Aujourd'hui, en raison des tensions financières qui entravent les États dans tous les pays développés, l'Allemagne refuse tout progrès de la construction européenne dont elle serait assurée d'être le payeur principal. C'est en fonction de cet ensemble de paramètres que se pose le problème stratégique.

Je constate avec une certaine satisfaction qu'intellectuellement la question mûrit vite et que tout le monde admet la nécessité de la poser. Dans le cas d'une escalade nucléaire conduisant à la guerre mondiale, l'engagement américain, qui est notre garantie centrale, ne nous ferait pas défaut. Il n'y a pas le moindre doute là-dessus et ce n'est pas là que le bât blesse.

C'est au cas d'une guerre en Europe, et notamment pour la gestion des tensions locales – une explosion yougoslave, une nouvelle crise à Berlin, une déstabilisation sociale par l'intérieur avec appui extérieur. Face à ce type de situation, il est clair que l'Europe ne peut pas tout attendre d'une décision américaine et même ne le doit pas. Et il est clair aussi que l'Europe n'a pas les moyens de sa réponse.

Pour la France, la responsabilité est grande. Le choix stratégique français a irrité nos voisins européens en laissant croire que nous serions capables de regarder les situations que j'évoquais sans nous y impliquer. Nous, nous avons notre force nucléaire de dissuasion, personne ne nous touchera, tant pis pour les autres ! Le grief de nos partenaires européens à l'égard de la France est qu'elle a investi

Entretien
Michel Rocard
François Furet

l'essentiel de ses moyens disponibles dans le nucléaire, en conséquence de quoi elle n'a pas fait évoluer ses forces conventionnelles – car l'armement conventionnel est très coûteux – à hauteur des impératifs de la nouvelle donne stratégique. J'ai bien vu des propositions françaises pour prendre en charge les problèmes allemands de sécurité, mais je constate que ces propositions, pour ce qui en est public, sont faites à des conditions exclusivement franco-françaises, définies par des Français, pour le plus grand bien supposé des Allemands et sans accord avec eux. Or, l'anxiété allemande repose sur l'hypothèse que l'Allemagne servirait de champ de bataille. Il en résulte du point de vue allemand que toute perspective d'une pression conventionnelle aux frontières doit rencontrer en face d'elle soit une volonté de reconquérir vite le territoire en cause, soit un engagement suffisamment ferme et précoce pour garantir que l'escalade de la dissuasion y compris nucléaire sera suivie. Ce qui, sur le rôle relatif des chars et des armes antichars ou en matière nucléaire, introduit un raisonnement différent de celui que tiennent les Français.

Il n'est ni possible ni souhaitable, dans ces conditions, d'engager des évolutions par décisions unilatérales de la puissance publique. La matière est trop explosive, la suspicion à l'égard du non-engagement français trop grande. Il n'y a pas d'autre issue que de commencer par faire réfléchir ensemble stratégies et militaires, officieusement, sans mandat, afin que naisse préalablement une perception consensuelle sur la manière de prendre le problème puis ensuite d'y répondre.

Fr. F. – Bref, vous n'envisagez pas à court et à moyen terme d'association allemande à notre défense nucléaire ?

M. R. – C'est plutôt d'une implication française dans la sécurité européenne, tant conventionnelle que nucléaire, qu'il faudra finir par parler. Nous retrouvons, si je puis dire, le problème américain. Dans l'état actuel de la doctrine, aucun président de la République française ne serait crédible, s'agissant de prendre le risque de faire vitrifier la France pour défendre un pays qui n'est pas le sien. Mais il est clair que cela ne résout pas tout. Et en second lieu, le problème vécu stratégiquement comme difficile c'est celui des premiers échelons de l'escalade.

Fr. F. – Je ne suis pas sûr que vous ayez raison. Il me semble que le problème est de corriger dans la conscience nationale allemande les effets malheureux d'une relation déséquilibrée avec la France pour cause d'impuissance militaire.

M. R. – Non. Le problème ne se résume pas à la conscience allemande. C'est avant tout une question d'équilibre des forces sur le continent. Or, à cette question, la réponse n'est pas seulement nucléaire ; la réponse est aussi conventionnelle, j'en suis sûr.

Fr. F. – Comment est-ce que vous appréhendez l'Union soviétique ? Vous y voyez, comme de Gaulle, la Russie éternelle ? Vous la considérez comme un État comme les autres ou comme une réalité tout à fait à part, à traiter comme telle ?

[L'Union soviétique]

M. R. – Sur l'Union soviétique, je ne puis qu'être d'une grande banalité. De Gaulle lui-même n'a fait que rappeler une évidence. Il s'agit bien toujours de la Russie avec ses propensions stratégiques de toujours, mais compliquée d'une tout autre réalité économique, sociale et idéologique, le communisme, avec sa vocation messianique incompatible avec les droits de l'homme et la stabilité du reste du monde. Il est juste, par rapport à cette double dimension, d'essayer d'organiser la coexistence de deux systèmes socio-politiques ou idéologiques radicalement différents, dans la recherche de la paix par la négociation. Il faut savoir simultanément que la substance du monde communiste implique une permanente tentative de déstabiliser l'autre. L'immixtion dans les conflits sociaux des pays de l'Ouest tout comme l'utilisation du terrorisme international font partie des stratégies du monde soviétique.

Cela n'enlève rien à l'importance de relations pacifiques d'État à État. Je crois qu'il fallait les accords d'Helsinki et que la lente et laborieuse reconnaissance des droits de l'homme vers laquelle les Soviétiques sont poussés par le texte, fournit aux Occidentaux un moyen de pression qu'ils auraient tort de négliger. Qui dit, d'autre part, échanges économiques croissants dit nécessairement relations croissantes entre les hommes, d'abord techniques, puis scientifiques, puis intellectuelles, dont on peut attendre certains effets d'ouverture de la société soviétique. Les changements majeurs qui vont intervenir dans le monde des télécommunications au travers des satellites vont à cet égard poser un problème difficile aux Soviétiques. Je pense de même qu'il faut se féliciter de Genève malgré l'absence des Européens. Il est indispensable que soit préservée la capacité des deux Grands à communiquer afin d'essayer de stabiliser les choses par la négociation. Or, depuis dix ans, on n'avait même plus la certitude qu'ils pourraient se parler. Tout cela doit être poursuivi mais dans une totale lucidité non seulement sur l'incompatibilité des deux systèmes – qui n'empêcherait pas leur coexistence –, mais sur la propension permanente et consubstantielle du système soviétique à attaquer le nôtre de l'intérieur.

[Nord-Sud]

Cette capacité du monde soviétique à profiter, pour son expansion, de difficultés ou contradictions qui surviennent ailleurs sur la planète, appelle immédiatement une réflexion sur les problèmes Nord-Sud puisque c'est, à l'évidence, dans le tiers monde que les Soviétiques espèrent voir se produire un basculement du rapport des forces mondiales à leur profit. C'est sur ce terrain que se trouve l'enjeu central des affaires du monde pour les dix ou quinze ans qui viennent. Et c'est là que réside par conséquent la principale responsabilité de la Communauté européenne. Car les États-Unis sont totalement imperméables à la reconnaissance de ce qu'est vraiment le développement dans le tiers monde. Ils ne le voient qu'à travers les règles du libre-échange qui leur ont si bien profité. Mais si le libre-échange est un dopant pour les forts, il assassine les faibles – et les deux tiers de la planète sont faibles. Les États-Unis n'ont jamais su isoler le traitement d'une crise agricole, ou crise alimentaire, ou crise sociale dans le tiers monde, du traitement de sa traduction en termes d'insurrection révolutionnaire. Ils se sont obstinés à ne voir en celles-ci que des prolongements du conflit Est-Ouest.

De ce fait, nous avons acculé Cuba à une collusion avec le monde soviétique alors que ce n'était probablement pas joué au tout début ; nous avons fait de même avec le Nicaragua alors que je maintiens qu'au moins pendant les deux premières années cela n'était pas joué non plus, et s'agissant du Mozambique, de l'Angola, de l'Éthiopie, de la Tanzanie peut-être, du Zimbabwe peut-être, de la Namibie demain presque sûrement, des Philippines qui sait, nous risquons fort, avec les mêmes fautes, de produire le même résultat.

Or, la Communauté européenne a su trouver sur ce terrain des politiques ponctuelles, limitées dans leur ampleur économique mais audacieuses et significatives, que ce soit vis-à-vis de la zone frontale autour de l'Afrique du Sud ou vis-à-vis de l'Amérique centrale. Le renforcement de son action à cet égard est à mon avis un enjeu majeur. La France est là le moteur politique. Le renforcement de l'Europe est la nécessité. Pourquoi ? Parce qu'on n'obtiendra pas uniquement par la bienveillance et la compréhension que les Américains changent de politique. Il y faudra un rapport de forces, il y faudra un dollar affronté à un E.C.U. plus solide et il y faudra la jonction des efforts pour traiter ensemble une série de problèmes à commencer par la dette, dont la négociation doit se faire dans des conditions compatibles avec le développement. C'est dans le même esprit qu'il faudra aborder les négociations commerciales mondiales. Il n'y a pas de décollage économique sans protectionnisme au départ. L'Inde en est, sur le plan du développement alimentaire, le plus convaincant exemple. Mais pour éviter que le protectionnisme ne se généralise et pour

Entretien
Michel Rocard
François Furet

faire en sorte qu'il se réduise quand le développement atteint des niveaux suffisants, il faut l'inclure dans les règles internationales, donc le reconnaître comme un début nécessaire. L'Inde s'est sauvée alimentaires et probablement politiquement pour l'avenir en se protégeant ; l'Afrique s'est naufragée en s'ouvrant. Ce point est à inclure dans les enjeux de la prochaine négociation commerciale mondiale, en relation avec le problème de la dette ainsi qu'avec une pratique du développement visant à l'auto-suffisance alimentaire. Il faut cesser de croire que, puisque les pays riches produisent trop, on peut nourrir les pays pauvres par transfert.

La paix du monde est à ce prix. Elle suppose une Europe forte, capable d'affronter l'incompréhension des Américains devant une politique contraire à l'inspiration de la leur et antagonique avec leurs intérêts commerciaux à court terme.

Belle aventure ! Il n'y a que l'Europe pour la mener. C'est pourquoi le pays catalytique qu'est la France a des responsabilités tout à fait éminentes à assumer, qui coloreront le prochain mandat présidentiel quel qu'il soit.

Fr. F. – Vous avez dressé un bilan lucide des possibilités d'une gestion rationnelle de gauche aujourd'hui. Mais croyez-vous que ce soit ce type de message qu'attend le pays ? Quel est le propos que vous souhaiteriez faire entendre aux Français ?

M. R. – La France vit aujourd'hui une très grande incertitude, sur elle-même, sur son avenir. Elle s'interroge sur les relations des jeunes générations avec les plus anciennes tellement les changements vont vite. La France a du mal à penser qu'elle assimilera ses nouveaux immigrés aussi bien qu'elle a assimilé les Italiens ou les Polonais avant la guerre. Elle ne sait plus très bien à quoi lui sert son État. Je crois que le premier besoin des Français d'aujourd'hui est d'obtenir la certitude que l'État les entend, les écoute et les sert, que la puissance publique prend leurs aspirations en compte. Ces aspirations vont à la sécurité, mais elles vont aussi à la redécouverte de la grandeur de notre pays. Le mot de puissance n'apparaît plus dans le discours sur l'avenir de la France. Or, la France se trouve être aujourd'hui un pays moteur dans la mise en œuvre d'une force européenne capable de mettre fin à la mésentente mondiale, Est-Ouest comme Nord-Sud.

Cette immense aventure, celle qui consiste dans tous les domaines à refuser le déclin, à assumer le sursaut, et à contribuer à apporter au monde des chances plus fortes de paix et de justice, un peu de lumière et beaucoup d'espoir, les Français pensent qu'elle s'ouvre devant eux. Ce n'est pas l'État qui la dictera ou qui la conduira seul. Elle n'aura lieu que si son urgence s'impose clairement à tous et que tous s'en exaltent.

Fr. F. – Quel est le langage de cette pédagogie susceptible de redonner aux Français une forme de confiance dans leur propre histoire et leur propre destin ?

M. R. – Le langage de la vraie solidarité dans la gestion des difficultés, y compris avec ce que cela implique comme responsabilités personnelles. Le langage de l'humilité devant la complexité des choses qu'il s'agira d'apprendre à décrypter et à dominer ensemble. Mais aussi le langage de la grandeur, le langage d'un pays qui se reconnaît une charge et une mission, et se refuse à l'abandon.